



# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

## SYNTHÈSE 54<sup>ème</sup> RÉUNION DU CLUB CLE-DOUANES 30 Mars 2015 « Le point sur les Biens à Double Usage »

### ANIMATION

- M. Pascal MACH - Adjoint du Chef du service des biens à double usage, Direction Générale des Entreprises, Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique
- Mme Michèle PETITGENET – Présidente de l'ODASCE

### LEXIQUE faciliter la lecture :

ANSSI : Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information  
BDU : Biens à Double Usage  
CIBDU : Commission Interministérielle sur les Biens à Double Usage  
CUF : Certificat d'Utilisateur Final

DGE : Direction Générale des Entreprises  
DHL : Dossiers Hors Licence  
EM : Etats Membres  
SBDU : Service des Biens à Double Usage

### INTRODUCTION DE MICHÈLE PETITGENET Présidente de l'ODASCE

Mesdames, Messieurs

Bienvenue à la 54<sup>ème</sup> RÉUNION CLUB CLÉ DOUANES,

Monsieur Finck retenu pour raisons personnelles, nous délègue son proche et éminent collaborateur Monsieur Pascal Mach.

L'enjeu de ce club est de faire le point sur les BDU, après la présentation de Mr MACH, nous pourrons débattre de ce type d'opérations à travers :

- Les questions posées,
- Les partages d'expériences
- Les problématiques rencontrées par les entreprises

Le contrôle des exportations des biens et technologies à double usage fait partie des instruments contribuant à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs. Ces BDU recouvrent « les produits et les technologies y compris les logiciels susceptibles d'avoir une utilisation tant civile que militaire ».

Dans ce contexte, identifier et contrer les moyens mis en œuvre par les pays proliférant pour contourner les dispositions relatives aux contrôles des exportations représente un enjeu. La technologie duale produit ses effets pervers, notamment dans le domaine de l'exportation où des technologies vendues officiellement pour le secteur commercial peuvent être en réalité exploitées à des fins militaires.

Il existe plusieurs régimes de non-prolifération et/ou groupes internationaux de contrôle des exportations, en fonction des grandes catégories de menaces, cela constitue à l'heure actuelle les



# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

principaux outils juridiques encadrant les transferts de technologies à double usage au niveau international qui seront développés par notre intervenant.

La douane est chargée de suivre la mise en œuvre de la réglementation communautaire et nationale relative aux BDU, initiée par d'autres ministères dont le Service des Biens à Double Usage (SBDU).

Le principe de précaution s'applique dans différentes règles du commerce international et en particulier sur les biens dits à double usage. Ce critère de différenciation doit être considéré comme une source de risques dans les entreprises. Un Club pour s'interroger sur la gestion de l'EXPORT CONTROL dans un monde de procédures dématérialisées :

- ▶ Que doit-on anticiper dans les entreprises ?
- ▶ Quels sont les projets les plus avancés et selon quel calendrier ?
- ▶ Quelles simplifications attendre de la dématérialisation des demandes de licences (EGIDE) ?
- ▶ Quels impacts sur les procédures douanières ?

Monsieur MACH, je vous remercie de nous donner un éclairage pratique sur les BDU et vous laisse la parole, je souhaite à tous un bon club.

## INTERVENTION DE PASCAL MACH

Adjoint du Chef du service des biens à double usage, Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique - Présentation en PJ

### PROGRAMME D'INTERVENTION EN 4 PARTIES (slide 1)

I. Définitions

II. Contexte du contrôle des exportations

III. Les BDU mais aussi d'autres domaines notamment les sanctions vers Syrie Iran Russie

IV. Performances du SBDU dont Outreach et Egide avec des copies d'écrans car le système est très avancé.

### I. DEFINITIONS (Slide 3 et 4)

**Le règlement européen** : il montre la volonté de travailler sur un document commun construit en amont, avec certes une inertie de mise en œuvre et de mise à jour, mais application commune et uniforme via un mécanisme d'échanges d'informations entre les différents EM.

**Lutte contre la prolifération des armes de prolifération massive** : on en parle peu dans le règlement, surtout dans le préambule, pour autant il est important de comprendre pourquoi on fait ce contrôle avec un éclairage interministériel pour un tiers des dossiers : ce sont des dossiers sensibles et donc cela rallonge les délais.

**Les biens à double usage** : on va traiter les demandes dont le produit peut avoir une utilisation purement civile ou militaire ; ce dernier cas n'est pas pour autant synonyme de refus. Il faut donc être aussi transparent que possible sur l'utilisation finale.

Art.3 du règlement : renvoi à l'annexe 1 dans laquelle on retrouve une liste assez complète de biens et technologies à double usage (compilation des 4 listes des régimes internationaux de contrôle) ;

Art. 4.1 : précise que si d'autres produits non listés sont détournés à des fins de prolifération, l'administration exigera une demande de licence avant exportation ;



# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

Art. 4. 2 : concerne un matériel, étant ou pouvant être destiné à une utilisation finale militaire, envoyé vers un pays sous embargo militaire ; il faut dans ce cas faire une demande de licence d'exportation.

Art. 4. 2 : si l'exportateur a connaissance d'un usage correspondant à l'un de ces cas de figures, il doit en informer les autorités compétentes qui jugeront de la nécessité ou non d'une licence.

Parmi les exemples de BDU :

- les fibres de carbone
- les laboratoires P4 sont des laboratoires dans lesquels on traite des agents biologiques mortels pour lesquels il n'y a pas de remèdes donc critiques
- Satellites : davantage un usage stratégique
- Machines-outils : présentes dans beaucoup d'industries, aéronautiques notamment
- Vannes et robinets (résistant à la corrosion) : ceux utilisés dans les industries nucléaires et chimiques qui sont également utilisables dans le domaine de la prolifération d'armes chimiques et nucléaires; ce type de biens représentent une part importante des demandes de licences. Une réflexion en est cours pour les intégrer en partie dans les produits admissibles aux licences générales.

## II. LE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS DES BIENS A DOUBLE USAGE

### ***Les (4) régimes internationaux de contrôle - (Slides 6 à 10)***

Chaque régime de contrôle a pour but d'étudier tous les ans les biens qui doivent être conservés, supprimés, ajoutés aux listes, ou dont les seuils techniques doivent être revus.

Les listes des pays membres de ces régimes de contrôles regroupent différents pays, selon la thématique (avec des parties communes). Les organismes composant les représentations nationales sont généralement les mêmes (Affaires étrangères, Economie-SBDU, Défense, etc...) aussi, on essaie de réfléchir à une position nationale globale et de la « vendre » au niveau international.

La DGE s'appuie sur les réactions, retours d'informations et demandes des industriels afin modifier le sens du contrôle, aussi n'hésitez pas à venir vers nous pour les thématiques qui nous sont soumises : cela amène des échanges constructifs qui permettront de tempérer l'approche de ministère dont la mission est plus sécuritaire.

Remarque de la salle : si pour chaque type de régime international il y a des pays différents, de même a contrario il y a des pays communs à tous les accords. Ce n'est pas X listes de pays totalement différents pour chaque régime.

Réponse (R) : Tout à fait, cela permet de créer des liens, de faire progresser les dossiers, y compris en dehors des réunions formelles. Par ailleurs, sur les aspects techniques c'est la même entité qui participe mais pas forcément les mêmes personnes. La force du SBDU est d'être une « petite famille » ce qui permet un échange facile et donc des approches cohérentes sur les différents régimes.

### ***Le règlement communautaire (CE) n°428/2009 (modifié) – (Slides 11 à 17)***

Tous les ans les listes des différents régimes sont fusionnées au niveau européen et traduites dans une nouvelle mise à jour des annexes du règlement. Cela a pris du temps pour la première fois compte tenu de la mécanique européenne et notamment des problématiques de traduction. Néanmoins, maintenant on légifère via des actes délégués ce qui permet de mettre à jour plus rapidement les annexes du



# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

règlement : une nouvelle annexe du règlement est parue en décembre 2014 et on espère pouvoir faire de même l'année prochaine.

Ce règlement est donc un référentiel commun au sein de l'UE, mais ce qui n'est pas commun, c'est la façon de le lire. Au niveau national, on s'efforce de faire en sorte qu'il ne donne pas lieu à interprétation : si le bien est strictement listé, on le contrôle et s'il n'est pas strictement listé on ne le contrôle pas. D'autres pays ont une lecture plus interprétative et considèrent les listes comme indicatives. Au niveau européen il y a actuellement des démarches, notamment avec l'Allemagne pour avoir une lecture et une interprétation stricto sensu plus uniforme du règlement et des listes.

La clause attrape-tout ou « catch all » (art 3 et 4 du règlement) précise qu'on peut étendre le contrôle à des biens non listés pour peu qu'il y ait un risque fort et avéré de prolifération - via des sources de renseignement - pour une technologie sensible exportée vers un organisme identifié comme proliférant. Il est arrivé, dans quelques cas critiques, d'étendre une « catch all » à l'ensemble d'un pays.

Par ailleurs l'art. 4.8 indique que si un industriel a des doutes quant à un circuit de prolifération, il doit consulter les autorités pour avis.

Le règlement (UE) N°428/2009 comprend 28 articles mais malheureusement il faut travailler avec plusieurs évolutions de ce règlement européen dans l'attente d'un règlement consolidé qui est espéré par tous ; les listes sont réparties par rubrique.

## Les différentes licences :

- Les licences individuelles : 4 300 licences délivrées sur l'année 2014 contre 2 700 en 2010 donc une augmentation très nette du nombre de licence déposées qui s'explique par une connaissance de plus en plus répandue de la notion de BDU et une sensibilisation croissante d'acteurs tels que : DGSI, Douanes, Banques, etc.

D'ailleurs certaines demandes de licence à l'initiative des banques (dans le cadre du crédit documentaire notamment) ne sont pas toujours pertinentes (biens très éloignés de la notion de BDU) et un dialogue est actuellement mené avec celles-ci car la vocation de l'administration n'est pas de donner un blanc-seing à un opérateur, en dehors de son champ de compétence.

- Les licences générales communautaires : prévues par le règlement, elles permettent de faciliter la vie des entreprises pour des exportations récurrentes et moins sensibles. Je vous invite à regarder le périmètre de ces licences car elles sont peu utilisées dans certains secteurs.

- les licences générales nationales : définies par chaque état (dans un arrêté en France) pour des couples pays/produits elles permettent également d'exporter de manière facilitée. On essaie de mettre en œuvre de nouveaux types de licences : pour les forces armées (à l'initiative d'un opérateur) ; pour les vannes qui représentent un volume important de demandes des licences individuelles ; la cryptologie (chantier sur le point d'aboutir) qui représente environ 30 % des demandes de licences et dont certains biens sont peu sensibles et facilement disponibles dans le monde. Nous sommes en train de définir avec l'ANSSI une liste de biens récurrents pouvant être intégré dans la liste des biens admissibles pour une licence générale, liste qui doit maintenant être précisée par un arrêté.

- les licences globales : licences établies sur mesure pour une société qui a un besoin récurrent d'exportation de certains produits vers certaines destinations qu'elle connaît bien dans le cadre de



# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

partenariats (chantiers mondiaux par exemple). On peut bâtir une licence globale qui permet d'exporter ces biens sans limite de quantités ou de valeur, pendant 2 ans. Le projet peut également être à venir.

Une réflexion est en cours sur la façon de définir la liste des produits (sur mesure pour une société), de pouvoir l'élargir à une catégorie de produits (N version), de l'étendre à l'ensemble d'un pays, etc. Il faut voir la faisabilité : le périmètre technique doit être fiabilisé par une réflexion sur les catégories du règlement.

Par ailleurs, il est possible exceptionnellement de proroger les 2 ans même si cela n'est pas expressément prévu par le règlement (pour une période raisonnable de 2-3 mois) dans l'attente d'une nouvelle licence globale ; on peut également faire des avenants.

Une licence globale sur des catégories de biens sur plusieurs pays pourrait être envisagée mais cela peut s'avérer compliqué au niveau douane notamment dans les autres pays de l'UE. Il faut que cela reste lisible et raisonnable.

En revanche il faut une traçabilité et une confiance absolue de la société, un reporting périodique et des contrôles a posteriori. Le suivi des relances des obligations de reporting a été accru par le SBDU et, en cas de manquements importants, peut déclencher un retrait ou un non renouvellement.

### ***La mise en œuvre nationale du contrôle (Slide 18 et 19)***

Le SBDU est le point d'entrée et le point de sortie pour les BDU : il instruit, décide et signe les licences.

La commission interministérielle (CIBDU) se réunit tous les mois pour les besoins d'éclairage, en particulier sur les risques de prolifération. Elle est composée de plusieurs ministères et elle a évolué avec de plus en plus de membres invités et le recours à des partenaires nouveaux (non cités dans le décret initial), afin d'avoir des éclairages sur les aspects sécuritaires, les opportunités, les techniques, etc. Elle permet de consulter des services spécialisés (douane, ministère de la recherche, santé, etc.).

Sur les 4300 demandes de licences individuelles, 30 % concernent la cryptologie qui passe par des circuits de consultation séparés. Sur les 70 % restant, 30% passent en CIBDU (soit environ 20% de l'ensemble des licences), c'est trop.

#### Instruction en commission :

- Le SBDU informe chaque semaine les membres de la commission via des reporting des demandes de licences reçues. C'est un choix : si on informe trop tard la commission on prend le risque de délivrer des licences sans leur éclairage.
- Les membres de la commission signalent les demandes qu'ils veulent étudier en commission. Les ministères doivent motiver leur demande et notamment en cas d'éclairage supplémentaire afin que les réponses puissent être apportées.
- La Commission rend son avis (favorable, défavorable...)

Il avait été initialement envisagé qu'une quinzaine de dossiers passerait en commission mensuelle, dans la pratique il y en a beaucoup plus. Nous avons mis en place des tableaux de bord et des statistiques sur les délais afin de sensibiliser les ministères pour qu'il y ait moins d'appel.

Le suivi des connaissances : D'une manière générale, on travaille avec des connaissances humaines, avec des moyens informatiques "intelligents" limités et comme dans tous les ministères, les renouvellements d'équipes font perdre une partie de la connaissance de l'historique décisionnel. Il faut donc à chaque fois re-sensibiliser, réexpliquer.

On espère que dans l'avenir des moyens informatiques dits "intelligents" procureront des moyens d'éclairage plus performants.





# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

Mission HESPEL : elle a été lancée en 2013 dans l'idée de fusionner en une seule agence les BDU et le militaire car ce sont les mêmes acteurs. Il y a eu de longs débats et il a été jugé préférable de ne rien faire car la fusion aurait été préjudiciable en matière de performance : c'était une période de stabilisation des délais de traitement des licences BDU et d'une réforme importante du secteur militaire, donc ne rien faire était le plus sage à ce moment-là.

Q : Les opérateurs sont inquiets sur les rumeurs concernant les effectifs du SBDU. Le SBDU est composé de 16 personnes contre 250 en Allemagne (même si les missions ne sont pas tout à fait similaires). Comment faire pour assurer la continuité du service public et comment les opérateurs peuvent-ils aider ?

R : Pour être tout à fait transparent, je quitte mon poste le 31 mars 2015 et M. Finck quittera le SBDU à la rentrée prochaine. Rappelons que R. FINCK a beaucoup œuvré avec les opérateurs pour enrichir les échanges. Néanmoins le poste de chef de pôle technique, non pourvu actuellement, va l'être prochainement. C'est un poste important dans l'organisation de l'instruction des licences :

*Voir slide 50 - présentation de l'organisation de suivi des licences :*

- Le Pôle administratif a un travail compliqué car il doit se mettre à jour et s'adapter continuellement avec un flux de demandes qui ne cesse d'augmenter. Il a mis en place des procédures et méthodes de travail qui ont été validées, testées, rodées et qui fonctionnent bien pour les personnes déjà en poste comme pour les nouveaux. C'est un système pérenne et stable. La dématérialisation devrait aider. Ce pôle est fondamental : en 2009 il y avait 2 mois de délai administratif, il est passé à 1 jour en moyenne maintenant.
- Ensuite la demande est transmise au pôle technique et, en parallèle, aux membres de la CIBDU. Si pas d'appel en CIBDU, le dossier est traité en interne par les ingénieurs (les Experts).
- Dans tous les cas, qu'il y ait ou pas consultation interministérielle, il y a toujours une instruction interne SBDU par les experts (avec validation par le chef de pôle technique).

Au niveau des experts : ils restent 3 ans environ au SBDU. La plupart d'entre eux sont arrivés en 2009 lors de la création et donc les départs se font également tous en même temps même si nous essayons d'étirer afin de faciliter la transmission du savoir-faire. Une nouvelle personne de grande qualité est arrivée au pôle technique et une nouvelle arrive dans les prochains jours.

On essaie de faire en sorte qu'un expert soit dédié à un type de régime de contrôle (Wassenar, etc.).

Mais on essaie de faire en sorte que les experts ne soient pas compétents sur une seule thématique.

On essaie de diversifier de plus en plus.

Par ailleurs les demandes récurrentes permettent de démarrer sur une méthode transposable, même s'il existe des sujets plus compliqués, tels que la cryptologie. La partie pôle technique essaie de rester à régime constant et pour le moment on y arrive à peu près.

Concernant le projet EGIDE : sur l'aspect système d'information le Directeur Général a été sensibilisé à l'enjeu de cette dématérialisation et sur le fait qu'il fallait assurer une continuité dans le projet. Nous avons eu la garantie que c'est en bonne voie. Il y aura un petit décalage par rapport au planning prévu : la recette prévue le 3 mars n'a pas encore été déclenchée.

Le Projet Egide est vaste et concerne 4 portails : 1 fortement sécurisé pour les exportateurs abonnés et 1 peu sécurisé pour les exportateurs "visiteurs", 1 pour le SBDU et 1 pour la commission interministérielle soit 4 systèmes en parallèle, et donc des tests compliqués et à coordonner.

Le déploiement du système implique un changement des procédures et un accompagnement des utilisateurs.

Côté SBDU : toutes les licences devront être saisies dans le système qui est très proche du système actuel en



# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

termes d'ergonomie, de flux et de process, même s'il y a de nouvelles fonctionnalités notamment pour les échanges avec les exportateurs.

Côté industriels : les demandes de licences papiers seront toujours possibles. Pas de « big bang » mais une mise en œuvre progressive. Possibilité de demandes de licences au niveau européen, donc le papier reste prévu pour passer les douanes des autres EM.

Lorsque portail interministériel sera prêt on y passera au niveau administratif mais pas de date butoir du côté des industriels.

La réalisation du projet a été confiée à un prestataire de qualité qui a démontré sa bonne compréhension des besoins de chacun des acteurs et un très bon niveau technique.

### ***Ce que doivent retenir les exportateurs (Slide 20)***

- Les industriels sont responsables du classement de leur produits en BDU car c'est eux qui connaissent le mieux le produit même si une demande de consultation est possible.
- Pas besoin d'avoir des flux récurrents pour demander des licences globales.
- Pas besoin d'attendre la conclusion du contrat pour déposer la demande de licence, notamment si le processus d'instruction est complexe (pour les laboratoires P4, un accord intergouvernemental est presque toujours demandé c'est donc lent à mettre en œuvre). En informant le SBDU au plus tôt, cela permet d'approcher les organes ministériels compétents.
- Les dossiers Hors Licences (DHL) sont toujours possibles : il y en a de plus en plus pour des besoins différents.

### **III. Les biens à double usage et... les autres (Slides 22 à 26)**

Concernant les régimes de sanctions : le SBDU est de plus en plus sollicité, d'abord avec l'Iran mais c'est surtout la mise en place des sanctions à l'encontre de la Russie qui a entraîné un pic d'activité monstrueux qu'il a fallu gérer. En 2010, l'ensemble des dossiers hors licence représentait environ 150 dossiers par an, alors qu'en 2 mois, fin 2014 cela a représenté 250 dossiers d'un coup. Pour la Syrie il y a peu de demandes car il y a beaucoup d'autocensure.

Pour info : Un avis aux exportateurs a été mis en place suite à des biens (intercepteurs de télécommunication) qui n'étaient pas classés.

Concernant L'extinction des licences L02 (hélicoptères et gaz lacrymogènes) : il s'agissait d'un régime spécifique de sanctions purement national, mal optimisé avec un périmètre trop large. Maintenant la réglementation a été modifiée et tout a été raccroché aux licences classiques avec des flux et un périmètre plus réduits.

### **IV. Performances du SBDU**

#### ***Effectifs (slide 28)***

Même si nous sommes moins nombreux, nous essayons de tenir des délais raisonnables et comparables aux Allemands ou Américains.

En ce qui concerne les contentieux, ils sont souvent liés à l'incompréhension par rapport aux refus.

#### ***Délais (slide 29 à 34)***

Pour les licences individuelles : de 50 à 60 jours pour les dossiers qui passent en CIBDU. Inférieur à 25 jours pour les autonomes. La courbe du milieu représente le délai de traitement moyen des 2 précédents.

La commission interministérielle est mensuelle et certains dossiers peuvent faire l'objet d'ajournement, il est donc importants d'avoir les dossiers les plus éclairants possibles de la part de l'exportateur pour limiter les ajournements. 70 % des dossiers sont traités dans le mois.



# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

Pour les DHL : ces demandes font suite à des blocages en douane, des demandes des banques etc. et portent sur le classement du bien selon qu'il pourrait être :

- repris dans l'annexe du règlement ou soumis à « catch all »,
- repris par les régimes de sanctions,
- non soumis.

En cas de blocages en douane, le SBDU rend une décision de classement envoyée à la douane.

Plus de 600 dossiers instruits sur la dernière année contre 150 à la création du SBDU. Plus de 50% des dossiers concerne des demandes pour l'Iran, la Russie ou la Syrie.

Les délais ne sont pas bons, même s'ils se réduisent, pour 2 raisons :

- Une raison structurelle : si vous vous posez la question nous aussi, donc si le cas n'est pas bordé par le règlement il faut comprendre quelle est exactement l'opération. Comprendre et découvrir avec l'entreprise, cela prend du temps. Si le dossier arrive par les douanes il faut (de plus) d'abord retrouver l'opérateur, le bien exact (spécifications techniques) et connaître l'utilisateur final.
- Contrairement aux demandes de licences, qui sont très bordées et rythmées par les cycles de la commission interministérielle, pour les DHL il n'y a pas de consultation automatique de la CIBDU. Dans les faits, la mécanique est moins bien bordée et dans la quantité de demandes on perd de vue certains dossiers. Il y a des marges de progrès et la procédure est en cours d'amélioration. Certaines demandes pourraient faire l'objet d'un avis rendu dans la journée ou le lendemain. Il faut essayer d'identifier les dossiers qui peuvent être rapidement traités et après on fait au mieux.

Q : N'y-a-t-il pas de problème d'aiguillage avec la douane ?

R : Non. Il y en a eu, mais il n'y en a plus car on a acquis de l'expérience avec l'Iran et maintenant il y a une répartition entre les ministères et un aiguillage qui se fait très rapidement.

## **OUTREACH (Slide 34)**

Il s'agit d'un programme communautaire pour diffuser la bonne parole et sensibiliser des pays non UE (Afrique, Moyen-Orient) afin de les inciter à mettre en place des procédures de contrôle similaires chez eux. L'Allemagne était en charge de ce programme les 10 dernières années ; un nouvel appel d'offre a été lancé l'année dernière et remporté par le SBDU (offre portée par M. Finck). On espère que les pratiques mises en place en amont comme le dialogue avec les ministères et les industriels pourront ainsi être diffusées.

Q : Y-a-t-il un risque de manquer de ressources au SBDU ?

R : Il y a 21 pays bénéficiaires sur 18 mois donc cela demande un peu de travail et les seules ressources du SBDU pourraient effectivement être un peu limitées aussi nous avons demandé au ministre de nous aider : de façon ponctuelle, nous pourrions piocher dans un réservoir d'experts d'autres ministères et/ou « anciens de la boutique ». Nous pensons aussi associer nos partenaires anglais, allemands, etc. en mettant en place un staff commun avec des missions réparties intelligemment.

## **EGIDE (Slides 35 à 44)**

Projet lancé en 2010 pour faciliter le dépôt des demandes de licences BDU qui demandent beaucoup de travail de préparation de la part des exportateurs pour ensuite être ressaisies par le SBDU. Il s'agit également d'améliorer la visibilité de la demande pendant son instruction notamment pour la gestion des demandes de compléments d'information.





# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

Exemple : un exportateur exporte fréquemment un type de produit donné vers le Chine et il manque un CUF. Il nous fait parvenir un scan de celui-ci pour le « dossier chine » : cela pose des problèmes d'affectation des compléments d'information et donc une perte de temps, d'où l'idée d'un "parapheur" informatique visible par les deux parties pour les pièces complémentaires.

Par ailleurs le système permet de faciliter les échanges entre administrations via un espace très sécurisé afin de supprimer les délais liés aux échanges papier. C'est déjà le cas actuellement mais via le scan des éléments essentiels de la demande, pas de l'ensemble du dossier.

Une demande des opérateurs et de la douane a également été exprimée, afin de faciliter la vie des licences après délivrance : les licences produites et délivrées dans Egide devront être imputées automatiquement lors du passage en douane au niveau national dans Delt@.

Il s'agirait d'un système nouveau et révolutionnaire entre opérateurs et différentes administrations et un rapprochement automatisé avec les déclarations en douane.

Le marché a été passé avec une tranche ferme : dans un premier temps, volet dématérialisé jusqu'au passage en douane mais une délivrance papier. En tranche conditionnelle, avec plus de recul sur les process et les données disponibles, la question de l'interconnexion sera étudiée en détail.

## Présentation des pages écrans (slides 39 à 44)

Il y a aura 2 portails pour les exportateurs :

- Le portail visiteur : sans login il permettra d'accéder aux demandes de classement, demande d'opportunité de sanctions, etc. Un jeton de connexion permet à la personne d'échanger de façon sécurisé par mail mais pas d'interaction ou de tableau de bord de suivi.

- Le portail exportateur : inscription via un certificat électronique (coût d'environ 100 euros par an). L'entreprise désigne un administrateur dans l'entreprise sur la base d'un courrier du PDG et les pièces d'enregistrement au départ (comme le K-BIS par exemple) sont validées et ne sont plus à fournir à nouveau.

Un administrateur est lié à un certificat électronique, c'est le représentant de la société. Une fois qu'il est référencé, il peut créer autant d'utilisateurs qu'il veut pour l'entreprise sachant que chaque utilisateur doit se connecter avec son propre certificat électronique.

Le passage par des tiers est possible, plusieurs cas de figures ont été prévus : une société avec N filiales ou N établissements, ou un tiers (avocat, représentant...) qui agit pour plusieurs sociétés ou une société avec plusieurs représentants, etc. c'est à dire la prise en compte des multi-casquettes pour traduire les cases 1, 7 et 24 des demandes de licences actuelles.

Le découpage de la gestion des droits se fait non pas par profil mais par droit accès : demandes, consultations, gestion, etc. Une fonctionnalité = 1 droit.

Les droits sont détaillés et cumulatifs pour une personne ou un mandataire de la société.

Normalement toutes les fonctionnalités pour toutes les demandes sont couvertes dès lors que l'exportateur est habilité. Il y a un tableau de bord et les alertes push sont possibles sur demande (par mail ou SMS).

Nous avons insisté sur la lisibilité des écrans qui sont dimensionables à volonté. Il y a un système d'alertes sur les dossiers (retoqués, notification, etc.)

Comment gérer une licence qu'on souhaiterait voir évoluer dans le temps ? Pas de modification de demande de licence notamment après la notification car une fois les documents transmis, ils n'apparaissent pas sur la base (majeur partie des rubriques vidées de leur contenu) pour des raisons de sécurité. En revanche un dossier



# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

transmis à l'administration qui a besoin d'être modifié sera annulé par le SBDU et on pourra le récupérer dans les « dossiers annulés » pour générer une nouvelle demande (par clonage) .

Il est prévu, mais c'est optionnel, que l'exportateur qui le souhaite puisse avoir un annuaire des clients récurrents (si estimé pas trop sensible) accessible via « rechercher un destinataire ». Annuaire chiffré en base et non visible par l'administration (tout comme les demandes de licences qui ne sont pas visibles par l'administration tant qu'elles n'ont pas été envoyées).

Possibilité de saisir des informations complémentaires (pour les annulations et remplacements, les réparations, etc.) ce qui permettra de générer des aiguillages dans le traitement de la demande.

Un coffre-fort électronique et chiffré en base et uniquement vu par l'exportateur permet de stocker des fichiers (documents administratifs, documents techniques, etc.).

L'administrateur aura la visibilité du tableau de bord e(coordonnées, autorisation certificat, gestion du coffre-fort, des référentiels) pour l'ensemble des utilisateurs de la société.

Q : Y-a-t-il des formations prévues ? Une hotline ?

R : On a prévu une interface simple avec des cases d'aides en ligne. Des tests ont été faits en ce sens. Il est prévu des formations dans le cadre du programme et il faudra que l'administrateur se déplace physiquement pour un accompagnement des validations.

Des formations seront faites par la société qui a développé le système.

Des tiers pourraient également en faire, pourquoi pas.

Q : Y-a-t-il une base test ?

R : Un « bac à sable » permettant de vérifier les fonctionnalités est prévu. Il permet de jouer des scénarios au plus proche de la réalité. On envisage aussi un jeu de rôle entre le SBDU et un panel d'exportateurs pour tester le programme afin de procéder à une recette collective des remarques, observations...

Q : Les entreprises peuvent-elle uploader une liste de destinataires ou doivent-elle entrer client par client ?

R : Pas de possibilité d'intégrer une liste pour le moment. Néanmoins actuellement pour les licences globales on est parti sur la base d'une demande de licence papier sur formulaire CERFA mais avec des listes « clients » et « produits » en format Excel en annexe. Ce mode de fonctionnement a été repris dans Egide pour ce même cas. Comme le contrat comporte des marges d'évolutions cela pourrait être envisageable, il faudra en faire la demande.

Q : EGIDE est considéré comme le 'guichet unique BDU', mais il y a beaucoup de guichets uniques, un pour chaque type de réglementation, et cela devient des guichets uniques multiples avec des données qu'il faut ressaisir et qui se dispersent dans des bases externes intermédiaires... C'est d'ailleurs considéré comme un risque pour nombre d'entre elles.

R : Il y a des réflexions sur des choses à mettre en commun par l'entreprise pour les différentes administrations. Sur les injections de ce type on n'est pas allé au-delà. Certaines sociétés ont des outils informatiques qui traduisent les licences et qui pourraient être injectées directement. Cela a été testé mais n'est pas utilisé pour différentes raisons. Pour une liste de destinataires cela peut être envisagé puisqu'on peut le faire au niveau des licences globales.



# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

## ***Simplifications en vue (slide 45 et 46)***

- La durée de validité des demandes de licences pourrait être augmentée à 3 ans et on pourrait proroger par courrier les demandes de licences.
- Des mesures en faveur des OEA pourraient être développées : c'est un statut porteur d'avantages qui pourraient être intégré dans le cadre des licences globales (reporting plus simples, etc.).
- De nouvelles licences générales sont à l'étude
- Augmentation des cas licences globales : sensibilisation des sociétés.
- En cours de réflexion : la réduction du délai de 9 mois actuels pour le principe de « silence vaut refus » pour les demandes de licences. On pourrait réduire ce délai à 4 mois par exemple.

## **DÉBAT AVEC LA SALLE / QUESTIONS DIVERSES**

Q : Quand je vais déposer la licence BDU dans Egide, faut-il avoir une visibilité sur le référentiel matériel comme pour le militaire (Cf. SIGALE) ?

R : Il n'y en a pas car c'est le règlement qui est le référentiel. Par ailleurs, il n'y a pas de contrôle d'existence du code par rapport au règlement dans le système car trop de volatilité des codes.

Q : Le transporteur du BDU a-t-il une responsabilité quelconque ? Les biens sous embargo sont faciles à cibler et à bloquer pour les transporteurs, mais pour les BDU le transporteur ne peut vérifier la destination.

R : Je ne peux répondre à la question car ce n'est pas du domaine du SBDU. Les cas de figures dépendent du contrat avec le prestataire. On peut considérer qu'il y a une certaine responsabilité du transporteur.

Q : Chez les opérateurs, il y a souvent des réorganisations avec des changements de titulaires ou des regroupements. Cela signifie refaire des demandes ? (*notion de transfert*).

R : Les licences sont valables sur l'ensemble du territoire de l'UE. C'est le titulaire du contrat qui fait la demande de licence, si c'est un contrat antérieur qu'il récupère, il est possible, au niveau national, de transférer la demande de licences. Il y a, en tout cas, plusieurs solutions...

Q : Sur le courtage des BDU, il y a un gigantesque flou ?

R : C'est un sujet sensible car :

- le courtage est prévu dans le règlement européen avec un formulaire spécifique que nous n'avons pas retranscrit au niveau national,
- Il y a beaucoup d'opérations de courtage qu'on ne connaît pas et ne maîtrise pas car ne passe pas par la France donc comment les suivre...

L'article 5 précise que l'opération de courtage peut-être soumise à licence préalable si elle rentre dans les cas de d'utilisation déjà évoqués pour la clause attrape tout. En dehors de ce cas, on n'est pas obligé une licence de courtage ne s'impose pas...

FIN, REMERCIEMENTS.



# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

Version consolidé au 31/12/2014 du règlement 428/2009 accessible à l'adresse suivante :

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1427901707358&uri=CELEX:02009R0428-20141231>



Site de la Direction Générale des Entreprises – Services des Biens à Double Usage

<http://www.entreprises.gouv.fr/biens-double-usage/accueil>

Guide sur les exportations de biens et Technologies à double usage – DGDDI (maj février 2015)

<http://www.douane.gouv.fr/Portals/0/fichiers/2015-fevrier-guide-bdu.pdf>

**DÉDOUANER DEMAIN :  
ÉVOLUTION OU RÉVOLUTION ?**

**13ÈME COLLOQUE DOUANIER EUROPÉEN**  
**19 & 20 NOVEMBRE 2015**  
**PALAIS DE LA BOURSE - BORDEAUX**

**ODASCE**  
www.odasce.asso.fr